

Que s'est-il passé en France de 2012 à 2019 ?

Posté le : 17 mai 2019 12:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Crise systémique, Attitudes, Réforme, Economie et politique

En 2012, le Cercle mettait dans la bouche d'un Sarkozy, à nouveau candidat, le programme suivant :

« Il appartient aux candidats à la présidence de la France de parler d'abord de la France et de son bien commun, de sa place dans l'Europe et dans le monde, de ses chances en tant qu'aventure collective.

Cela serait tout de même plus digne que d'essayer d'acheter des cohortes d'électeurs avec des promesses électorales monétisées, tout en permettant à l'électeur de se défouler sur des boucs émissaires et des minorités.

Un président n'est pas là pour faire des cadeaux à des catégories en prenant l'argent de tous, à des fins purement électoralistes. Il n'est pas là non plus pour vouer aux gémonies des catégories sélectionnées de la population.

Oui la France travaille trop peu ; dépense trop pour des corporations à privilèges et peu productives. Oui la pression fiscale est trop élevée. Oui la pression syndicale et les corporatismes étouffent la France. Oui la politique coûte trop cher. Oui il faut que les Français soient propriétaires de leur logement. Oui il faut qu'ils augmentent leur pouvoir d'achat par un surcroît de travail. Oui il faut que l'état réduise sa voilure. Oui il faut un pacte avec les plus fortunés pour qu'ils cessent de fuir la France et qu'ils retrouvent le chemin de la confiance et de l'investissement. Oui il faut pousser le plus possible d'indemnisés vers l'emploi.

J'ai fait des erreurs. J'aurais dû supprimer l'ISF et convertir euro pour euro cet impôt en une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu. J'aurais dû créer immédiatement la TVA sociale. J'aurais dû aller plus loin dans la convergence entre les systèmes de retraites afin de mettre fin aux privilèges énormes et injustifiés qui lèsent les salariés du secteur privé et pénalisent la nation. J'aurais probablement dû aller plus loin dans l'élévation de l'âge légal du départ à la retraite, le passage à 65 et bientôt 67 ans étant pratiquement obligatoire.

Bien sûr j'ai payé trop cher des réformes nécessaires qui ne méritaient pas autant de douceurs distribuées aux privilégiés dont on changeait les habitudes. Jamais je n'aurais dû supprimer les charges sur les heures supplémentaires ni redonner aux fonctionnaires l'essentiel des gains liés aux suppressions de postes effectuées.

La zone Euro ne peut plus voir ses membres mener des politiques contradictoires qui creusent les écarts de croissance alors que la monnaie est unique. La convergence ne se fera pas toute seule. Alors il faut des institutions intergouvernementales fortes pour assurer que tout le monde marche d'un pas compatible avec une monnaie unique. Naturellement nous sommes ici dans l'inter-gouvernementalité et pas dans la supranationalité. Il n'appartient pas à la Commission, dont le rôle est de gérer des espaces mutualisés par la norme, de faire ce travail qui implique une forte responsabilité politique. La Banque Centrale Européenne ne doit pas non plus avoir comme seul objectif la stabilité des prix mais aussi la compétitivité de la zone et le plein-emploi. La déflation n'est pas une solution. Ce sont des changements majeurs qui impliquent fortement l'avenir. L'édifice européen a failli s'écrouler. Il faut agir et vite.

Nous ne pouvons pas non plus accepter un monde où les monnaies font le yoyo au détriment de l'épargne mondiale et des échanges. Chaque pays doit devenir responsable vis-à-vis des autres de la croissance harmonieuse des échanges. Il faut pour cela des changes fixes mais ajustables et un rôle accru du FMI comme chien de garde des grands équilibres. Le rattrapage de croissance des pays figés trop longtemps dans la misère est une chance aussi bien pour eux que pour le reste du monde. Il doit se faire de façon coordonnée sans déséquilibres permanents et guerres économiques et monétaires.

La France se battra sur ces deux fronts pour faire évoluer les mentalités, les pratiques et les organisations. L'urgence est d'aboutir à un diagnostic partagé, avant que des mécanismes structurels d'harmonisation soient mis en place.

En cas d'échec l'Europe devra prendre acte de l'impossibilité d'échanges loyaux et constructifs et cesser d'être le ventre mou du monde, qui prend tous les coups sans jamais en rendre un seul. L'Europe devra prendre des mesures conservatoires fortes tant en matière de droits de douane que de monnaie. »

Ce texte était, en creux, une critique de la gestion Sarkozy et une esquisse de ce qui pouvait se faire en 2012, avant que Hollande se mette à gérer le pays comme on le sait.

Il est intéressant de constater ce qui a bougé et ce qui est resté lettre morte dans les 7 années qui viennent de se passer.

Commençons par la fin du texte :

Tout le développement sur l'Europe et l'organisation mondiale des échanges et de la monnaie, peut être repris. Rien n'a bougé. Absolument rien. Une merveille d'inconscience collective. Le seul élément positif est que le diagnostic devient un en plus partagé. Merci Trump qui a permis la prise de conscience des conséquences inadmissibles des trop gros excédents. Mais il est tout de même rageant de constater que sur les aspects les plus fondamentaux d'une politique et d'une diplomatie de la prospérité, rien n'a frêmi en France et en Europe.

Pour le reste, ne parlons plus de Hollande, mais remarquons que Macron a fait toutes les erreurs signalées.

« Il appartient aux candidats à la présidence de la France de parler d'abord de la France et de son bien commun, de sa place dans l'Europe et dans le monde, de ses chances en tant qu'aventure collective ». Il a totalement éludé ce thème et certains chroniqueurs ressassent désormais cette idée.

« Cela serait tout de même plus digne que d'essayer d'acheter des cohortes d'électeurs avec des promesses électorales monétisées, tout en permettant à l'électeur de se défouler sur des boucs émissaires et des minorités. »

Qu'a donc fait Macron sinon enchaîner les mesures d'achat de votes tout en expliquant que les retraités, les propriétaires immobiliers et les automobilistes devaient être durement frappés. Le tout sans jamais s'attaquer réellement aux problèmes de fond. Il ajoute maintenant des mesures Sarkozy parce qu'elles sont populaires comme le « déchargement des heures sup » et le « travailler plus pour gagner plus ».

Alors oui, il a fait un geste nécessaire en supprimant l'ISF et en plafonnant les revenus du Capital.

Tout le reste est cosmétique ou un simple jeu de bonneteau fiscal.

Certains disent : les Gilets Jaunes l'ont fait réfléchir. La suite sera moins bureaucratique ! Il est vrai que ce mouvement a prouvé que le revenu disponible était détruit par des réglementations excessives et fort coûteuses.

On est en train de concocter un contrôle technique qui va être deux fois plus coûteux que le précédent avec en plus des contrôles a posteriori !

On se rappelle naguère la loi démente sur le changement général de tous les ascenseurs parce qu'un enfant s'était tué dans un ascenseur d'HLM impossible à maintenir compte tenu du comportement des résidents qui pourrissaient l'immeuble. Des milliards !

Idem pour la loi sur les piscines privées, avec une coercition ridicule et inapplicable.

Le projet exigeant le changement de voiture et de chaudière a fait explorer la révolte des gilets jaunes. On verra la suite.

Un balcon s'est effondré faisant une victime. Voilà qu'on nous prépare une de ces lois extravagantes qui vont imposer des diagnostics effroyablement coûteux et des mises aux normes le plus souvent irréalisables, parce que trop globales et ne tenant pas assez compte des cas particuliers. Une loi qui ruinera les propriétaires malchanceux avec beaucoup de fenêtres. Nous revoici avec l'impôt de la Révolution sur les fenêtres.

Rien ne change. L'Énarchie Compassionnelle, arbitre, du pays impose inlassablement sa bureaucratie assise sur les lobbies et les bons sentiments. Les propriétaires paient.

En même temps on renonce aussitôt à toute baisse significative de la dépense publique et des effectifs.

Notre système est indémodable.

D'un côté : Démagogie électorale, boucs émissaires, bureaucratie ruineuse par son ampleur et par le coût des mesures imposées, jeu de bonneteau fiscal, le tout caché derrière les grands principes.

De l'autre : Refus de s'attaquer aux vrais problèmes. Première place mondiale pour la fiscalité et dettes astronomiques.

Le résultat : l'hystérie.

Et cela dure depuis 1974 !